

LE PEUPLE ENTRE « 89 » ET « 14 »

L'auteur de *La Maison du peuple* et du *Sang noir* a souvent dénoncé, on le sait, les imposteurs qui ont trahi le mot « peuple » au XX^e siècle. Mais il n'a jamais prétendu ne pas être l'enfant d'un temps populaire, celui de l'après « 89 » et de l'avant « 14 », celui des hussards noirs de l'Instruction publique, de Michelet, Hugo ou Erckmann-Chatrion, de Proudhon, Vallès ou Jaurès, celui des beaux discours et des barricades, des défilés en pantalon rouge et des bals du 14 Juillet ; celui où, prometteuse, parfois « *flottait une bannière rouge, portant l'inscription Les Enfants du Peuple* »¹. C'est cet héritage qu'il s'agit de cerner². Avec, en exergue, cette litanie flatteuse de Péguy en 1911 : « *Nous voulons qu'une grande histoire soit nourrie directement du peuple. Le peuple seul est premier. Le peuple seul garantit le héros. Le peuple seul garantit le saint. Le peuple seul est assez ferme. Le peuple seul est la terre profonde. Le peuple seul témoigne* ». ³

Un mot qui se prête à tout

À la veille de la Révolution, les cahiers de doléance du Tiers révèlent un usage courant mais restrictif du mot peuple dans toutes les provinces : légalement assimilé à un troisième « état » aux côtés de ceux de la noblesse et du clergé, il est socialement réduit aux « *ouvriers et laboureurs* », aux petits producteurs des villes et des campagnes, aux plus malheureux, au « *petit* » ou « *menu* » peuple qui

1. Louis Guilloux, *La Maison du peuple*, Grasset, 1953, p. 108.

2. On peut voir Jean-Pierre Rioux, *Ils m'ont appris l'histoire de France*, Odile Jacob, 2017, p. 284-304 et, sur une fidélité à Guilloux, p. 91-99.

3. Charles Péguy, *Œuvres en prose complètes*, Gallimard, « La Pléiade », 1992, vol. III, p. 431.

forme pourtant la grosse masse du Tiers. Car la paysannerie aisée, la bourgeoisie petite et grande, les « *capacités* » savantes et de service public, toutes éclairées et le plus souvent rédactrices des cahiers, avaient déjà en tête *Le Contrat social* de Rousseau qui entendait faire du peuple « *l'ensemble des contractants* », ceux qui « *s'appellent en particulier citoyens comme participant à l'autorité souveraine, et sujets comme soumis aux lois de l'État* ». Faire sauter les verrous entre citoyenneté et sujétion, légalité et souveraineté, sera appelé, après coup, la Révolution.

Mais les députés qui en mai et juin 1789 sont réunis dans une assemblée qu'ils disent « *nationale* » et qu'ils souhaitent au plus tôt « *constituante* », posent la question du peuple en termes inspirés de la Rome antique, auxquels toute leur culture les convie, et dans un souci conciliateur qui sera vite démenti, à l'été, par la prise de la Bastille et la Grande Peur dans les campagnes mais dans lequel ils ont persévéré à la nuit du 4 août. Toutefois, prudents, ces « *représentants du peuple français, constitués en Assemblée nationale* » adoptent le 26 août un troisième article de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen qui court-circuite le peuple puisque « *le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément* ». Et dans ce texte fondateur de la France nouvelle, seuls quatre mots ont droit à une majuscule : l'Assemblée, le Pouvoir, la Constitution et l'Être suprême. Pas le peuple. C'est pourquoi le XIX^e siècle tentera, mais en vain, de lui en donner une.

En attendant, un homme a vu aussitôt l'ambiguïté et a crié au loup : Mirabeau. Avec encore de l'espoir le 16 juin 1789 :

« *On a cru m'opposer le plus cruel dilemme en me disant que le mot peuple signifie nécessairement ou trop ou trop peu ; que si on l'explique dans le même sens que le latin *populus*, il signifie la nation ; (...) que si on l'entend dans un sens plus restreint, comme le latin *plebs*, alors il suppose des ordres, des différences d'ordres, et que c'est là ce que nous voulons prévenir. On a même été jusqu'à craindre que ce mot ne signifiât*

ce que les Latins appelaient vulgus, ce que les Anglais appellent mob, ce que les aristocrates appellent insolemment la canaille.

À cet argument je n'ai que ceci à répondre: c'est qu'il est infiniment heureux que notre langue nous ait fourni (...) un mot qui ne puisse nous être contesté, et qui, dans son exquise simplicité, nous rende chers à nos commettants, sans effrayer ceux dont nous avons à combattre la hauteur et les prétentions; un mot qui se prête à tout, qui, modeste aujourd'hui, puisse agrandir notre existence à mesure que les circonstances le rendront nécessaire, à mesure que, par leur obstination, par leurs fautes, les classes privilégiées nous forceront à prendre en main la défense des droits nationaux, de la liberté du peuple».

Mais dès le 22 juillet, il s'inquiète: «*Le sang qui coule est-il donc si pur?*». Et il condamne: «*Je dénonce la formidable dictature populaire qui menace la liberté des Français. La liberté serait bientôt dissoute si la multitude, s'accoutumant au sang et aux désordres, se mettait au-dessus des magistrats et bravait l'autorité des lois; au lieu de courir à la liberté, le peuple se jetterait dans l'abîme de la servitude; car trop souvent le danger s'allie à la domination absolue et dans le sein de l'anarchie un despote même paraît un sauveur*».

Utile avertissement contre tout sauveur, dont le cours de la Révolution va montrer la justesse, depuis la Constitution de 1791 au sénatus-consulte de l'An X, en 1802, où «*le peuple français nomme et le Sénat proclame Napoléon Bonaparte consul à vie*» puis empereur en 1804! Sur l'entrefaite, le peuple a été magnifié pour cautionner la guerre contre l'Europe et la guerre civile, la Terreur et sa guillotine, la liquidation des ennemis de la République par tous les moyens. Le 10 mai 1793 à la Convention, dans le débat sur une nouvelle constitution, Robespierre a asséné le redoutable raisonnement qui va travailler tout le XIX^e siècle: «*Posez d'abord cette maxime incontestable que le peuple est bon, et que ses délégués sont corruptibles; que c'est dans la vertu et dans la souveraineté du peuple qu'il faut chercher un préservatif contre les vices et le despotisme du gouvernement*». Si bien qu'en juin, la nouvelle constitution stipulera à son article 7,

en suivant *L'Incorruptible*, que « *le peuple souverain est l'universalité des citoyens français* », car lui seul fait montre d'un « *courage invincible* », d'une « *patience magnanime* » et « *pour être bon n'a besoin que de se préférer lui-même à ce qui n'est pas lui* ».

Un mot magnifié

Cet ultime axiome de Robespierre a hanté le XIX^e siècle, quand le Peuple a été terriblement confronté à la Nation, l'Empire, la République et la Démocratie. Et son « *courage invincible* » fut même héroïsé, tant il était tenu pour le principe moteur de l'avenir, pour la promesse et le garant de l'unité nationale : le peuple de « 89 » tracera une voie royale à la Liberté. En 1830, le tableau vite célèbre d'Eugène Delacroix, *La Liberté guidant le Peuple*, a résumé cette ambition, ou cette illusion. La Ville est noyée dans la fumée du combat et Notre-Dame s'efface dans les lointains. Une nouvelle clarté tombe du ciel tourmenté sur cette femme allégorique à bonnet phrygien, drapeau tricolore et fusil en main. Cette Liberté en marche surgit de la barricade, entourée par le gamin de Paris, l'artisan, l'ouvrier, le paysan, le bourgeois en haut de forme et le Polytechnicien à tricorne. Elle enjambe les corps de ses martyrs et piétine les restes des régimes abattus. C'est l'assaut final. Nul ne doute qu'il sera irrésistible.

Jules Michelet a été de ceux-là, en prophète romantique, du haut de toute son œuvre d'historien et d'écrivain, de son *Histoire de la Révolution*, de son *Histoire de France*, en juillet 1830 comme en 1871 et à la veille de la révolution de 1848, quand il ouvrait les fenêtres de sa salle de cours du Collège de France pour faire entendre la colère populaire et inviter la jeunesse étudiante à courir la renforcer. Il a affiché sa prophétie en 1846 dans *Le Peuple*, un livre plein de descriptions émues et qui n'a rien de théorique. Voilà des paysans, « *les plus mal nourris* » des Français, sans viande, sans vin même en pays viticole, accrochés à leur terre, accablés de dettes et d'impôts. Voici des ouvriers en servitude qui meurent « dans leurs caves de

Lille », mais aussi ces ouvrières en perpétuelle alarme ou ces nourrices qu'on traite comme des bêtes qui colorent leur vie et miment les bourgeoises en s'offrant « *l'éblouissante iris* » de la robe d'indienne du textile industriel pour tous. Voilà aussi le compagnon ou le migrant émules d'Agricol Perdiguier et de Martin Nadaud qui étudient par eux-mêmes, voici l'étudiant pauvre, l'artisan habile, le fabricant, le marchand, le petit fonctionnaire et même le bourgeois qui résistent à l'appât du gain. Voilà à l'atelier, dans la rue comme à l'estaminet le bruissement montant d'une culture populaire qui rivalisera un jour avec celle des nantis. Car « *ces gens qui parfois ne savent pas lire, n'en sont pas moins, à leur manière, des esprits très cultivés* », qui résistent aux corruptions de la grande ville et apprennent à parler haut et neuf : « *Les vrais produits du génie populaire, ce ne sont pas des livres, ce sont des actes courageux, des mots spirituels, des paroles chaleureuses, inspirées comme je les recueille tous les jours dans la rue, sortant d'une bouche vulgaire, de celle qui semblait le moins faite pour l'inspiration* ».

Du coup, on ne s'étonne pas que le chantre du *Peuple* rêve d'une école de liberté qui abolira « *la vanité des rangs, la sottise des prétentions rivales* », d'un nouveau monde émancipateur et sans clôtures qui réunira les enfants de « *tout rang, toute fortune, tout habit, ensemble sur les mêmes bancs, le velours et la blouse, le pain noir et l'aliment délicat* » : l'éducation de toute la nation à travers la génération qui vient restera pour lui le premier et le dernier mot de la politique. Car l'avenir, croit-il, n'est pas à la lutte des classes, celle qu'annoncera Marx dans son *Manifeste*. À l'échelle d'un pays comme la France, dit-il, le peuple « *capable d'action* » s'oppose à la peur bourgeoise, le monde laborieux est un monde dangereux qui sait aller à la barricade mais c'est le monde de l'avenir démocratique et réconcilié, la promesse inéluctable, le gage d'une vraie égalité, celle qui forgera la concorde et la fraternité comme au Champ-de-Mars le 14 juillet 1790. Michelet exalte ainsi un Peuple à majuscule, vigile de l'avenir, « *chaleur vitale* » et « *sel du monde* », seul témoin et porteur de l'Histoire en marche, de l'Amour et la Grâce, de l'Humanisme

fraternel et des lendemains démocratiques qui chanteront. Un Peuple qui achèvera « 89 » et réconciliera la France avec elle-même, rétablira son unité constitutive et enracinera la seule communauté nationale qui vaille, au-delà de la lutte des classes.

Il faudra bien déchanter, et Michelet le premier. Mais, c'est une singularité nationale qui a étonné le monde, même les libertaires, les syndicalistes révolutionnaires de la Charte d'Amiens et les socialistes de la SFIO resteront jusqu'en 1914 teintés de cet idéalisme qui magnifiait le Peuple élu, celui des Droits de l'Homme de 1789, de la Grande Nation à Valmy en 1792, de la levée en masse de l'An II et même la guerre civile et la Terreur en 1794. Quelle qu'ait été leur perméabilité ou non à la dialectique de Marx et à la lutte des classes, tous ont tout bonnement transféré sur une classe ouvrière elle aussi motrice et matricielle l'héroïsme historique dont le Peuple français tout entier restait gratifié. Il serait facile de le montrer chez Jean Jaurès, en meilleur exemple, tant cet intellectuel devenu l'élé des mineurs de Carmaux a lutté contre l'exclusion et la désunion qui replieraient la classe ouvrière sur elle-même et a rêvé d'un socialisme de démocratie au service du Peuple et de la Nation, d'un monde « *où toutes les activités seront perpétuellement excitées* ». Ainsi, de Michelet à Jaurès, furent légitimées deux boutades de Victor Hugo, chantre de *Quatrevingt-Treize* : « *La populace ne pourra faire que des émeutes. Pour faire une révolution, il faut le peuple* » et « *Le plus excellent symbole du peuple, c'est le pavé. On marche dessus jusqu'à ce qu'il vous tombe sur la tête* ».

Un mot politique

Après la tension de l'heure révolutionnaire et tandis que l'héroïsme le sublimait, les vrais rendez-vous du mot peuple avec la France ont été nécessairement de l'ordre du politique, un mélange d'ardeur et de nécessité, de violence et de compromis. Mais, notons-le, sans qu'ait été oublié que ce pays avait fièrement conquis en « 89 » une « *destinée manifeste* » qui n'était pas celle du peuple américain

ou celle de la liberté à l'anglaise, ni que sa puissance et sa vaillance avaient légitimé le seul régime républicain présent en Europe en 1914.

La traduction du mot peuple en action publique a, de fait, relevé d'une équation terriblement difficile à résoudre : puisque désormais la démocratie se flattait d'être à la fois le pouvoir du peuple et le peuple au pouvoir, puisque le bon gouvernement et les bonnes institutions devaient être ceux grâce auxquels et dans lesquels il pouvait se reconnaître, comment combiner au plus juste cette souveraineté intrinsèque du peuple et une représentation démocratique inévitablement soumise aux aléas de l'histoire et d'abord mise en cause par temps de guerre, de crise ou de catastrophe nationale ? C'est Pierre Rosanvallon qui, à mon sens, a le mieux étudié les hypothèses idéales et les solutions pratiques de l'équation telles qu'elles ont été imaginées au fil du XIX^e siècle : je renvoie à ses principaux livres car il est impossible de détailler ici, même à très gros traits, une évolution aussi complexe et aussi mouvementée⁴.

Ce fut assurément le temps du « *sacre du citoyen* », de tout individu né sur le sol français (et exclusivement mâle jusqu'en 1946) auquel fut accordé en 1848 le droit de suffrage pour élire ses délégués et ses mandataires : un droit exprimé jusqu'alors par le suffrage censitaire, voulu parfois direct par plébiscite jusqu'en 1870, puis régulièrement exercé par des élections périodiques qui dégageaient des majorités de gouvernement au niveau national (élections législatives) comme au niveau local (élections municipales). C'était la solution la plus simple et elle s'est dès lors imposée et elle a trouvé son équilibre sous la Troisième République. Mais cet accès au suffrage universel n'a pourtant pas réglé la question du « peuple introuvable ». Car si le mot peuple ainsi décliné contenait sans doute à la fois l'individu et le citoyen, il ignorait les tensions sociales et négligeait

4. Pierre Rosanvallon, *Le Sacre du citoyen. Histoire du suffrage universel en France*, Gallimard, 1992 ; *Le Peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France*, Gallimard, 1998 ; *La Démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté démocratique en France*, Gallimard, 2000.

les représentations propres à une société civile à laquelle la Révolution, ennemie de tout corporatisme et de toute « féodalité », n'avait néanmoins pas pu ôter totalement ses moyens d'expression propres, l'association et le syndicat par exemple. Si bien que jusqu'en 1914 la démocratie est restée « *inachevée* » et imparfaite en France, incapable qu'elle fut de dépasser l'antagonisme social, d'exprimer une volonté vraiment collective, de prendre en charge le souci du bien commun et de l'intérêt général dans un pays où, de surcroît, l'État avait historiquement précédé la Nation.

On peut donc dire qu'en « 14 » la souveraineté du peuple a été acquise et tempérée au nom de la liberté proclamée en « 89 ». Mais pas au nom de l'égalité sociale et culturelle, un concept tenu pour diviseur et subversif. Et pas davantage au nom de la fraternité, ce troisième élément de la devise tricolore resté aux oubliettes sauf un bref moment en février 1848. Le peuple est donc souverain mais il le devient au moment même où le monde nouveau du XIX^e siècle l'a émietté et l'a rendu insaisissable. Rouvrons le *Dictionnaire* d'Émile Littré de 1874. Il décline le mot peuple sous pas moins de dix définitions :

- « 1. *Multitude d'hommes d'un même pays et vivant sous les mêmes lois.*
2. *Au pluriel, se dit quelquefois des habitants d'un État composé de diverses provinces qui n'ont pas été réunies en même temps et qui sont régies pas des lois différentes.*
3. *Multitude d'hommes qui, bien que n'habitant pas le même pays, ont une même religion ou une même origine.*
4. *Dans le sens biblique, le peuple de Dieu ou, absolument, le peuple juif.*
5. *Se dit par rapport au gouvernement d'un roi, d'un évêque, etc.*
6. *Habitant d'une même ville, d'un même village.*
7. *Le peuple, considéré dans les républiques comme le souverain.*
8. *Il signifie quelquefois la multitude, le public considéré dans son ensemble.*

9. *La partie de la nation considérée par opposition aux classes où il y a soit plus d'aisance, soit plus d'instruction.*

10. *Par extension, foule, rassemblement. »*

Cette avalanche de ces particuliers reflète fort bien l'incertitude qui a perduré au XIX^e siècle. Les lois et les constitutions ont certes tranché la question de la souveraineté (1,7). Mais nationalité et particularisme posent problème (2). La religion intervient (3,4). La sociabilité et la sensibilité locale ne doit pas être négligée (6). Dans la bataille pour l'aisance et l'instruction se lèvent encore la lutte des classes et la bataille de rue (8,9,10).

Décidément, avant « 14 » le peuple cherchait toujours sa « *voie royale* ». Et Guilloux le savait.

Jean-Pierre RIOUX